

L'ACTION

s é v r i e n n e



N° 297 – Sept - Octobre 2009 - 2 €

BELLE PAGAILLE

Nous avons tous pu constater la belle pagaille qui s'est installée cet été en centre ville. Et pour cause : la remise précipitée des clés des parkings publics à la société privée Q-Park a rejeté des centaines de voitures sur la voie publique, rendant la vie impossible aux résidents et usagers du centre ville.

Malgré un financement public de 2 millions d'euros pour réhabiliter les parkings du centre ville et augmenter à terme le nombre de places payantes, les tarifs de stationnement augmentent de 25% et les places de stationnement gratuit diminuent. Le service rendu aux Sévriens devient exécration, à notre connaissance aucun tarif spécial n'est prévu pour les résidents du centre ville.

La municipalité laissait pourrir les conditions de stationnement en centre ville depuis plus de dix ans. La communauté d'agglomération les traite en dépit du bon sens : l'intérêt de la société privée passe avant celui des usagers sévriens.

Pendant que l'on mobilise des sommes importantes pour ces parkings, que l'on assomme les usagers avec des hausses de tarifs, nous ne voyons pas beaucoup d'investissements de développement durable pour nos transports :



- pas de transformation de la rue des Fontaines en faveur des piétons,
- pas de navettes efficaces inter-coteaux,
- pas de pistes cyclables,
- pas d'élargissement des trottoirs...

Nous pensons pourtant que cela serait infiniment plus important pour les Sévriens que la mise sous barrières des parkings de la ville.

Une politique de dissuasion de l'utilisation de la voiture pourrait avoir du sens si elle s'accompagnait de la mise en place d'une meilleure offre de transport en commun sur Sèvres.

EDITO

LES PROGRES INSUFFISANTS DE LA REGULATION FINANCIERE INTERNATIONALE

Un peu plus d'un an après la faillite de la banque Lehman-Brothers qui a déclenché la plus grave crise que le monde ait connue depuis 1929, où en est-on dans la régulation du système financier international ? Alors qu'à l'automne 2008 les gouvernements des pays du G20 étaient d'accord pour imposer des règles plus strictes aux banques et mettre en place une nouvelle gouvernance financière mondiale, aujourd'hui certains s'interrogent : n'y a-t-il pas un risque en faisant cela de tuer dans l'œuf la reprise qui s'amorce, alors que la crise est loin d'être terminée ?

Ce n'est pas le seul sujet de divergence. Les Etats-Unis demandent avant tout le renforcement des fonds propres des banques. De leur côté, France et Allemagne mettent en avant la nécessité de lutter contre les paradis fiscaux et de plafonner les bonus pour des raisons éthiques autant qu'économiques.

Les pays du G20 parviendront certainement à s'accorder sur une plateforme minimale, mais sans nécessairement s'attaquer aux questions de fond : comment empêcher les géants de la finance mondiale, banques en tête, de prendre des risques excessifs alors qu'ils savent que, trop gros pour faire faillite, ils n'auront pas à en supporter les conséquences ? Comment réduire le risque de propagation des défaillances sans asphyxier le système ? Il est à craindre, hélas, qu'au rythme actuel des réformes, ces questions restent encore longtemps sans réponse.

A lire

p.2 Forum des associations 2009
p.2 Les conditions de la rentrée scolaire
p.3 La taxe carbone de Sarkozy

p.3 Les grands enjeux de la rentrée politique
p.4 Refusons l'inacceptable
P.5 Consultation nationale pour La Poste

FORUM DES ASSOCIATIONS 2009

Le forum des associations s'est tenu les 5 et 6 septembre derniers Les Sévriens, nouveaux ou anciens, sont venus nombreux, seuls ou en famille, marquant ainsi l'intérêt qu'ils portent à la vie de leur ville.

Ce forum témoigne de la vitalité des associations sévriennes, que ce soit dans le domaine culturel (art contemporain ou théâtre), dans le domaine social avec les associations caritatives ou d'insertion, ou dans le domaine des loisirs ou du sport. Elles mobilisent tous les âges et toutes les sensibilités politiques sont représentées.

Ce forum témoigne aussi de l'emprise croissante de la



municipalité sur le milieu associatif. Ses représentants, ceux de l'UMP notamment, investissent ce milieu traditionnellement occupé par des militants de gauche. Ils placent leurs militants dans des associations qui seront les relais des prochaines campagnes municipales, utilisent les financements de la mairie pour porter des projets associatifs dans le secteur sportif ou social, interviennent plus directement pour écarter les associations qui les dérangent.

Bref, ce forum était une bonne photographie du microcosme sévrien.

LES CONDITIONS DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

En ce début d'année scolaire, les restrictions budgétaires sur le personnel de l'éducation nationale se font sentir fortement. A Sèvres, les effectifs moyens par classe dans les écoles maternelles sont au plus haut : 30 élèves par classe aux Bruyères et à Cotton. L'inspection académique a refusé d'ouvrir une classe, ce qui aurait été positif pour les élèves et les enseignants. Corollaire de cette situation, un très petit nombre d'enfants a pu être admis en très petite section...

Les restrictions budgétaires se font aussi sentir dans l'enseignement des langues à l'école primaire. A la mi-septembre, de nombreux postes d'intervenants en langues ne sont pas pourvus. Malgré les discours du ministre sur l'enseignement des langues, les moyens nécessaires ne sont pas en place. Et rien n'est prévu pour les CE1, contrairement aux dispositions légales.

La semaine de quatre jours imposée par le gouvernement pose de nombreux problèmes tant pour l'organisation des activités que pour la fatigue qu'elle entraîne pour les enfants. De nombreux parents et enseignants regrettent les cours du samedi matin, une semaine sur deux.

A mi septembre les écoles de Sèvres n'étaient toujours pas pourvues en serviettes hypoallergéniques et en savon liquide désinfectant pourtant nécessaire pour préve-

nir la propagation du virus de la grippe. La mairie semble débordée pour faire face à la situation.



Au collège, tous les professeurs n'étaient pas encore nommés à la rentrée. Souhaitons que cette situation se normalise rapidement.

Le Conseil Général a réduit de trois les postes d'agents de service. Cette politique de suppression des effectifs est incohérente compte tenu des contraintes imposées par les mesures de prévention contre la propagation de la grippe H1N1...

**Date des élections des représentants de parents d'élèves au conseil d'administration :
16 et 17 octobre prochains**

LA « TAXE CARBONE » DE SARKOZY, LOIN DES ENJEUX DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Compte tenu des enjeux du réchauffement climatique, les socialistes approuvent le principe de l'instauration d'une fiscalité écologique. Il est urgent en effet d'intégrer dans le prix des biens produits et consommés le coût de la dégradation de l'environnement. Force est de reconnaître cependant que la taxe carbone mise en place par le gouvernement n'est pas à la hauteur des enjeux écologiques, économiques et sociaux du développement durable en cette période de crise. La commission Rocard avait fixé à 32 euros la tonne le montant de départ de la contribution, avec l'objectif d'atteindre 100 euros en 2030. Pour être efficace, la taxe carbone doit en effet être réellement incitative, notamment en faisant payer les entreprises. Le prix de 17 euros la tonne, décidé par Nicolas Sarkozy, proche du prix moyen des quotas d'émission échangeables, ne le permettra pas. Pire,

aucune perspective sur l'évolution du prix de la taxe carbone dans l'avenir n'a été donnée aux ménages et aux entreprises. C'est pourtant indispensable si on veut les inciter à investir dans les technologies propres. D'une faible efficacité économique, la taxe carbone proposée par le gouvernement ne corrige pas non plus l'injustice fiscale. Le gouvernement propose une réduction de l'impôt sur le revenu ou le versement d'un « chèque vert » qui ne tient pas compte des revenus des ménages, alors que le budget des ménages modestes est le plus dépendant du prix de l'énergie.

Dans le cadre de la « contribution climat énergie » proposée par Martine Aubry à La Rochelle, le parti socialiste demande un grand plan de transports « carbone zéro ». On ne peut pas en effet pénaliser les usagers de véhicules roulant au gasoil



sans leur offrir une alternative crédible. Cela implique de faire des transports collectifs une priorité absolue, l'objectif étant simultanément de réduire les encombrements routiers et les nuisances sonores. Il faut aussi développer l'usage de véhicules non polluants comme la voiture électrique ou les véhicules hybrides pour des trajets interurbains. Enfin, la situation du transport ferroviaire de marchandises est catastrophique dans notre pays. Le parti socialiste propose depuis longtemps un grand plan de ferroutage, en prenant appui sur les infrastructures développées par les régions.

LES GRANDS ENJEUX DE LA RENTREE POLITIQUE



Ce qui se joue actuellement dans le rapport de force gauche/droite, ou plus précisément dans le rapport exécutif/législatif, mérite toute l'attention des Français qui trancheront par leurs votes à venir et leur mobilisation auprès des parlementaires.

- **La réforme territoriale** engagée par N.Sarkozy sur la base des propositions de MM Balladur et Blanc effacerait, par quelques articles de loi, tout le travail mené par la gauche depuis 1984 sur la décentralisation. Elle aboutirait à une reprise en main directe des territoires par l'Etat et, disons-le clairement, par l'UMP. Cette réforme s'articule autour de quatre grands axes :

- **Le redécoupage des circonscriptions** qui permettrait à la droite de garder la majorité à l'Assemblée Nationale, même si elle ne recueillait que 48% des suffrages dans le pays ;

- **La suppression des Conseillers généraux et des Conseillers régionaux** (aujourd'hui majoritairement de gauche) remplacés par des « Conseillers territoriaux » qui siègeraient dans des instances départementales et régionales fusionnées de fait. Elus à la majorité dans les zones rurales (là où la droite est majoritaire), ils seront élus, comme par hasard, à la proportionnelle dans les zones urbaines (là où la gauche est majoritaire). Outre la possibilité pour la droite de reprendre la majorité dans la plupart des départements et des régions, cette réforme éviterait à l'UMP de perdre la majorité au Sénat, ce que redoute par-dessus tout le président de la République.

- **Les sept plus grandes villes passeraient sous un statut de « métropoles »**, établissements publics d'intérêt général qui fusionneraient les communes, supprimeraient les intercommunalités et reprendraient, en plus, les compétences du département. Le mode de désignation des administrateurs de ces métropoles n'est pas défini, mais ne se ferait pas au suffrage universel.

Suite page 6

REFUSONS L'INACCEPTABLE

Dans son numéro du 2 septembre, Le Canard enchaîné signalait que, le 22 juin, la capitaine de police Estelle Tafañelli, qui dirigeait alors par intérim le commissariat de Sèvres, avait rappelé à l'ordre ses troupes. Elle se plaignait du « faible nombre d'interpellations pour infraction à la législation sur les étrangers » et leur demandait « de parvenir à 12 GAV [gardes à vue] pour ce motif avant le 30/06/09 ».

Depuis le 3 septembre, un nouveau commissaire est à la tête du commissariat. C'est à lui qu'a été adressée une vigoureuse lettre de protestation signée par un ensemble d'associations regroupé dans le Collectif Refusons l'inacceptable, ainsi que plusieurs partis politiques dont le Parti socialiste. D'autre part, les conseillers municipaux socialistes de Sèvres, J.Blandin, C.Cyrot, F.Durdux, vont demander à rencontrer le commissaire.

Il faut savoir ce qu'est la politique gouvernementale d'expulsions : un quota annuel d'expulsions est fixé à l'avance, et il augmente d'année en année. Il y a eu 23200 expulsions en 2007, 29 799 en 2008. C'est absurde et révoltant, indigne du pays des droits de l'homme.

Et cela coûte cher. 67 millions déjà en 2005, selon M.Villepin. Le coût humain, lui, est inestimable. Comme l'écrit la Cimade dans un livre paru en juin dernier, Politiques publiques et pratiques administratives. Etat des lieux 2009, « Le ministère, dans un exercice comp-

table tout aussi dramatique qu'absurde, oublie qu'une expulsion est avant tout une existence brisée » : mise en danger des personnes renvoyées dans des pays où elles sont gravement menacées, familles disloquées, enfants privés de leur père ou de leur mère, ou des deux.

La Cimade poursuit : « Dans les conclusions de son rapport publié au mois de novembre 2008, Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, souhaitait attirer l'attention des autorités françaises sur les risques associés à la détermination quantitative du nombre de migrants irréguliers à reconduire [et les inciter] à analyser les conséquences engendrées par ces objectifs chiffrés sur les méthodes d'interpellation et la pratique administrative ». Manière détournée de dénoncer des méthodes policières brutales... Et la Cimade conclut sur la nécessité absolue d'« arrêter les quotas d'expulsions ».



Collectif « Refusons l'inacceptable »

le 9 septembre 2009

Monsieur le Commissaire,

La parution dans la presse le 2 septembre dernier d'une note de service adressée au commissariat de Sèvres, invitant ses agents à intensifier les gardes à vue de sans-papiers, a révolté de très nombreux Sévriennes et Sévriens.

Elle n'a pourtant rien d'étonnant, cette note, direz-vous. Elle découle de la politique mise en place par le Ministère de l'Immigration. Il s'agit sûrement pour vous d'une affaire de routine, d'ordres venus d'en haut qu'on est tenu d'appliquer sans se poser de questions. Mais pour nous autres citoyens responsables, épris de justice et de respect des droits de l'homme, cette note est un scandale.

Nous tenons à vous dire notre opposition résolue à toute politique du chiffre brutale, malsaine, dangereuse, qui brise des vies, qui bafoue les droits fondamentaux et qui creuse davantage le fossé entre la population et sa police. Nous sommes déjà venus plusieurs fois devant votre commissariat soutenir des personnes victimes d'arbitraire, retenues pour défaut de titre de séjour. Mais ce commissariat est aussi le nôtre, car il a pour fonction de protéger les citoyens et non d'altérer le lien social et la dignité humaine. Nous continuerons à lutter inlassablement pour que soient abolies certaines dispositions injustifiables, d'ailleurs souvent inapplicables, pour que ces choix politiques soient abandonnés et que disparaissent enfin certains comportements indignes, c'est notre devoir de citoyens.

Nous sommes bien sûr à votre disposition pour vous rencontrer afin d'évoquer ces questions.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions, Monsieur le Commissaire, d'accepter nos salutations citoyennes.

Signataires : Collectif « Refusons l'inacceptable » : Amnesty International (groupe local), Comité de soutien aux Sans-papiers 92, LDH Meudon-Sèvres, FNDIRP Sèvres, Mouvement de la Paix, Couleurs du monde, Collectif du 29 mai, Sèvres débats, Secours Catholique (comité local), Secours populaire, sections locales : Les Verts, Parti Socialiste (Sèvres Ville d'Avray), Parti Communiste, NPA.

Copie au maire de Sèvres, au Préfet de Nanterre, au Sous-préfet d'Antony et de Boulogne, aux commissariats d'Issy-les-Moulineaux et de Meudon, à la presse (Le Canard enchaîné, Le Parisien, 20 minutes...).

PRIVATISATION DE LA POSTE CONSULTATION NATIONALE LE 3 OCTOBRE 2009

Consultation nationale le 3 octobre 2009 pour un débat public et un référendum sur le service public postal

- Actuellement, La Poste est un établissement public. Premier service public de proximité, son rôle est crucial pour la collectivité et plus particulièrement en période de crise.

C'est pourtant le moment choisi par le président de la République, le gouvernement et la direction de la Poste pour transformer La Poste en société anonyme.

- Que le capital soit détenu à 100% par des capitaux publics ne change rien à l'affaire. Chaque fois que l'Etat a effectué ce type d'opération, il a fait entrer des capitaux privés dans la société anonyme, (France Telecom, EDF, GDF...), avec des conséquences immédiates : réduction de la qualité du service, suppressions massives d'emploi, augmentations tarifaires, priorité à la satisfaction des actionnaires.

La transformation en société anonyme constitue la pre-



mière étape d'une privatisation programmée de La Poste.

- Gouvernements et direction de La Poste ont dégradé la qualité du service postal en limitant les investissements répondant à l'intérêt général. Depuis 2002, plus de 6000 bureaux de poste sur 17000 ont été "transformés" et plus de 50 000 emplois supprimés.

La population est la première victime de ce désengagement !

- Cela se traduit par l'espacement des tournées, les délais croissants de livraison du courrier, les réductions d'horaires, l'allongement des files d'attente quand le bureau de poste n'a pas été carrément supprimé.

Une privatisation de La Poste entraînerait une détérioration encore plus considérable du service rendu aux usagers. La rentabilité maximale immédiate et les impératifs financiers auraient priorité sur l'intérêt général.

- Un Comité national regroupant plus de 50 organisations a été créé en septembre 2008, autour d'associations, de syndicats et de partis politiques. Il a demandé au président de la République d'organiser un référendum sur l'avenir de La Poste comme il en a la possibilité. Sans réponse à ce jour.

C'est pourquoi, face à la menace de privatisation de La Poste, le samedi 3 octobre 2009, lors de la consultation nationale organisée près de chez vous,

vous exprimerez votre refus en votant massivement

NON au projet gouvernemental.

Extrait de l'hebdo des socialistes. N° 540. 12 septembre 2009
Dossier sur le site Web : <http://www.partisocialiste-sevres.org/>

Consultation nationale organisée à l'initiative du Comité national contre la privatisation de La Poste,
pour un débat public et un référendum sur le service public postal <http://www.appelpourlaposte.fr/>

Votation citoyenne à Sèvres

**le soir en semaine et Samedi 3 octobre matin :
au marché, bureau de poste, Shopi, Lidl, Bruyères (Coccinelle)**

LES GRANDS ENJEUX DE LA RENTREE POLITIQUE (SUITE)

Suite de la page 3

- **Un statut spécial pour l'Île de France**, sur laquelle le président de la République veut reprendre la main, quel que soit le résultat des élections régionales. Il serait créé une « Société du Grand Paris », dans laquelle l'Etat serait majoritaire et qui aurait une compétence structurante sur les territoires de la Défense, de Saclay, des zones aéroportuaires et de tous les axes les reliant ou permettant d'y accéder. Cette compétence engloberait les transports (la Région en serait dessaisie), ainsi que le foncier, la voirie, le développement industriel et commercial. Bref, la Région serait priée de ne plus s'occuper que des terres agricoles de Seine et Marne et des Yvelines ! Quant aux communes, elles perdraient tout droit de préemption dans une bande de 1500 m autour des axes de transport concernés.

La suppression de la Taxe Professionnelle : Il s'agit là, purement et simplement, de diminuer de 80% la fiscalité locale acquittée par les entreprises. Même le Medef n'en demandait pas tant ! Du coup, la part de la fiscalité locale supportée par les ménages augmenterait de 39% et représenterait les trois quarts des impôts versés, hors dotations, aux communes et communautés. Certes, l'Etat promet de compenser la perte de ressources des

communes et des communautés ... la première année. Mais avec quelles recettes ? Et que se passera-t-il les années suivantes lorsque la compensation de l'Etat n'augmentera que du tiers de l'inflation, comme on le constate depuis plusieurs années ?

Tous ces bouleversements ne visent pas seulement à priver la gauche des majorités qu'elle a su rassembler sur de nombreux territoires. Ils visent aussi et surtout à assurer la mainmise de l'Etat sur l'ensemble des collectivités locales, au détriment, s'il le faut, des règles les plus élémentaires de la démocratie électorale. Qui plus est, les collectivités territoriales ont des capacités d'emprunt que l'Etat a totalement perdues depuis 2 ans. Faire financer par les collectivités locales les projets de l'Etat impécunieux serait la brillante martingale du moment ! Au-delà de la mobilisation de la gauche, certains parlementaires de droite l'ont bien compris qui s'inquiètent, pour l'instant discrètement, de ce bonapartisme ravageur.

Retrouvez sur le site du parti socialiste de Sèvres
<http://www.partisocialiste-sevres.org/>



Tous les articles de l'action sévrienne publiés depuis octobre 2005
 Les interventions de vos élus au Conseil municipal
 Des nouvelles de nos territoires
 Les campagnes et pétitions du Parti socialiste

REJOIGNEZ LE PARTI SOCIALISTE SECTION DE SÈVRES - VILLE D'AVRAY

Jacques Blandin, secrétaire de Section

Permanence le samedi matin au local de section :

2 rue Lecointre - 92310 Sèvres

Abonnement à *L'Action sévrienne* : par chèque (20 euros - 9 numéros - 1an)
 à adresser à Pierrette Lafue, 11 place d'Orion, 92360 Meudon la Forêt

Email: actionsevrienne@free.fr

Site web: partisocialiste-sevres.org

L'ACTION SÉVRIENNE

Journal socialiste de Sèvres

Directeur de la publication

Patrick Pétour

CPPP 10091

Comité de rédaction

Jacques Blandin

Catherine Cyrot

Patrick Pétour

Pierrette Lafue

Geneviève Maquart